



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

La démocratie russe

Jean-Robert Raviot

Département d'études slaves, Université Paris-X Nanterre

Date de publication : juin 2001

Une décennie après les premières élections libres aux Soviets suprêmes des républiques fédérées de l'URSS (printemps 1990) et sept ans après l'adoption en Russie d'une nouvelle Constitution (12.12.1993) qui inscrit le "multipartisme" et l'égalité de toutes les associations" (et partis politiques) au chapitre des "fondements du régime constitutionnel" (art. 13 al. 1, 3 et 4)¹, l'instauration du pluralisme électoral a permis l'émergence d'un véritable pluralisme politique dans la société. L'électorat s'est tout simplement adapté à la nouvelle offre politique. Les taux de participation, faibles lors des consultations locales, atteignent, lors des échéances qui priment aux yeux des électeurs (élections du Président, de la Douma d'Etat, des chefs des exécutifs régionaux), un niveau proche de celui que l'on observe dans d'autres pays post-communistes (Pologne, Hongrie ou République tchèque). Quand il perçoit le scrutin comme déjà joué en coulisses ou sans réel enjeu, l'électeur ne se déplace pas ou bien, employant un moyen mis à sa disposition par la législation, vote "contre tous" ("contre tous les candidats" ou "contre toutes les listes"). Si le "vote contre tous" arrive en tête, un nouveau scrutin doit être organisé dans les trois mois. Ce système inédit et unique au monde intègre la protestation dans le système démocratique en instaurant un "seuil de légitimité" en deçà duquel aucun candidat ne peut être élu. Une petite dizaine de scrutins régionaux et locaux ont ainsi dû être réorganisés et, à l'occasion des législatives de décembre 1999, les électeurs de la région du Kamtchatka (Extrême-Orient) sont retournés aux urnes.

Quels sont, après dix ans de pluralisme, les clivages politiques les plus saillants (I) ? Comment ces clivages s'inscrivent-ils de dans le territoire (II) ? Deux grandes lignes de partage de l'électorat peuvent être observées. Une première lecture des élections permet de distinguer des clivages de type "idéologique" (I, 1). Cependant, dans un contexte où le pluralisme électoral est nouveau, ces derniers n'expriment que très confusément une adhésion à des "valeurs" et ne peuvent être pleinement interprètes

qu'a la lumière du "pourquoi" du vote: une seconde ligne de partage apparaît entre deux types idéaux - vote de conviction / vote d'allégeance (I, 2). Le tableau politique de la Russie est à la fois évolutif et contrasté (II)².

I. Les clivages politiques

1. Les "familles politiques"

Si des clivages de nature idéologique apparaissent clairement, ils demeurent très difficiles à saisir, et ce pour trois raisons. A tous les niveaux, le système électoral fait la part belle au scrutin uninominal: seule l'élection des députés de la Douma d'Etat et, dans certains cas, l'élection des assemblées régionales se déroulent au scrutin proportionnel de liste. Plus que leur orientation politique, c'est la personnalité des candidats qui pèse dans le choix des électeurs. Ceci étant une conséquence de cela, le maillage partisan du territoire russe est très faible: seul le parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) est représenté dans toutes les régions. Enfin, les exécutifs de tous niveaux, qui exercent une forte emprise sur le déroulement des procédures électorales et les groupes de pression industriels et financiers et fournissent de surcroît l'essentiel des ressources financières et organisationnelles indispensables aux campagnes, se substituent à d'éventuels partis politiques, superflus, à moins qu'ils n'en créent ad hoc, sur une base régionale et temporaire (partis "jetables" pour une échéance électorale). Dans les démocraties occidentales, des partis politiques ont progressivement monopolisé les fonctions de sélection des candidats, de mobilisation et d'agencement des ressources électorales. Ils se sont imposés comme les principaux "entrepreneurs" politiques au cours du XX^{ème} siècle³. En Russie, le contrôle des candidatures et des opérations électorales s'opère par le biais de commissions électorales contrôlées à chaque niveau par les exécutifs. Par conséquent, dans les sujets de la Fédération, les assemblées sont peuplées d'une majorité de députés qui doivent leur élection au soutien des administrations régionales et des lobbies les plus puissants. Ajoutons à cela que la logistique d'une élection repose sur des moyens financiers considérables, hors de la portée d'une formation politique alimentée par des cotisations ou des subventions publiques. A titre d'exemple, le candidat Vitali Moukha avoue avoir dépensé 286.000 dollars lors de sa tentative de réélection (soldée par un échec) au poste de gouverneur de la région de Novossibirsk au printemps 2000.

Les clivages idéologiques sont le plus souvent latents et n'apparaissent au grand jour qu'à l'occasion de l'élection à la proportionnelle de la moitié de la Douma d'Etat (l'autre moitié est élue au scrutin uninominal à un tour). La commission électorale centrale, influencée par les travaux de K. Kholodkovski⁴, classe les familles politiques en suivant deux grands axes : un axe liberté-égalité, censé traduire les préférences des formations ou personnalités politiques en matière de politique économique ("réformisme" / "dirigisme") et un axe autorité-libéralisme (style de gouvernement). Ainsi, le binôme "liberté-libéralisme" se retrouve plutôt les démocrates, "liberté-autorité" chez les nationaux-patriotes et "égalité-autorité" chez les communistes. Cette classification a l'apparence de la clarté et semble coïncider avec les notions universellement reconnues de droite et de gauche, de plus en plus courantes en Russie: la droite rassemblerait les nationaux-patriotes et les démocrates, la gauche les communistes et apparentés. Quant aux autres, ils sont centristes (aucun binôme ne leur correspond vraiment), et c'est ce centre qui connaît en 1999 une remarquable montée en

puissance dans l'électorat. Cette orientation, qui passe de 22,5% des voix en 1995 à 42,3% en 1999 (représentée par la liste "Unité" se réclamant de Vladimir Poutine et la liste "La Patrie-Toute la Russie", menée par Iouri Loujkov, le maire de Moscou, et Evgueni Primakov, ancien Premier ministre), supprime désormais en voix la famille communiste dont le très léger recul, ainsi que l'effondrement des nationaux-patriotes semblent, en toute logique, avoir alimenté. La liste "Unité" a obtenu à elle seule 23,32% des voix: pour la première fois depuis 1993, le "parti du pouvoir" atteint un score proche de celui du PCFR (24,29%).

Cette grille de lecture montre la grande perméabilité de l'électorat russe au discours dominant, au "politiquement correct" dicté par des médias largement contrôlés par les grandes oligarchies industrielles et financières. Désormais, le centrisme aime toute la vie politique : ce consensus de façade s'est substitué au clivage "communiste / réformateur" qui se cristallise dès 1990 à la faveur de l'ascension politique de Boris Eltsine et semble s'effacer après la réélection de ce dernier à la présidence en juillet 1996. Rejetant l'héritage communiste tout en condamnant les excès des réformes libérales radicales des années 1992-1993, le centrisme tient lieu de "langue de bois" politique à ces "professionnels" (cf. supra) qui ne cessent de préconiser le renforcement de l'Etat alors qu'ils ont largement tiré profit de son affaiblissement. Idéologie de l'élite par excellence, le centrisme rassemble aujourd'hui les tenants du "parti du pouvoir" au sens large: le Kremlin, les gouverneurs, les maires des grandes villes, les grands patrons, les principaux commentateurs de la télévision. La montée en puissance du centrisme pourrait signifier que l'électorat, en décembre 1999, a prêté allégeance au pouvoir au sens large et, moins qu'en 1995, exprime ses convictions, comme le confirme l'élection, en mars 2000, de Vladimir Poutine à la présidence dès le premier tour. Le vote d'allégeance semble avoir largement primé sur le vote de conviction (cf. infra). entre 1995 et 1999, le pluralisme a reculé au profit de la notabilisation de la vie politique.

2. Typologie du comportement électoral

Héritiers d'une nomenklatura soviétique dont ils ont conservé de nombreux réflexes, les nouveaux dirigeants se réclament d'une idéologie dite "pragmatique", une idéologie du pouvoir pour le pouvoir qui justifie par des compétences extra-politiques de "bon gestionnaire", de "professionnel", l'accession à des fonctions politiques. Ces dernières ne sont qu'une étape dans la progression hiérarchique au sein de la classe dirigeante. Un mandat de député à la Douma ou dans une assemblée régionale permet de se constituer un réseau de clientèle en aval et un réseau d'influence en amont. En dépit de la survivance d'un ethos de gouvernement proche de celui qui régnait parmi les cadres dirigeants soviétiques depuis le début des années 1970, la nouvelle classe dirigeante s'est fortement renouvelée depuis 1991. Ayant intégré cette réalité, les électeurs russes ont ajusté leur comportement électoral à cette nouvelle donne fondamentale.

Nous distinguons quatre types de vote:

1) le vote de conviction : "je vote pour tel candidat ou telle liste car je défends les mêmes idées, je suis favorable à son programme", etc. Ce type de vote ne peut véritablement s'épanouir qu'à la faveur du scrutin proportionnel ou uninominal à deux

tours (premier tour). La Russie ne connaît que le premier de manière très limitée (cf. infra) et le second pour l'élection du chef de l'Etat et des gouverneurs.

2) le vote par élimination: "je vote contre tel candidat ou telle liste". Le second tour de l'élection présidentielle de 1996 (Eltsine contre Ziouganov, le candidat communiste) est une illustration magistrale de la force de ce type de vote.

3) le vote clientéliste, par lequel l'électeur cherche à gagner ou à conforter une position personnelle ou celle du groupe auquel il appartient ou il s'identifie.

4) le vote d'allégeance, qui combine le vote de conviction et le vote clientéliste, par lequel l'électeur apporte sa pierre à la légitimation du pouvoir (souvent du pouvoir sortant) car il s'y sent plus ou moins confusément obligé, tout comme à l'époque soviétique. Les élections dans les républiques du Tatarstan et du Bachkortostan, ainsi que l'élection du maire de Moscou en 1996 (Iouri Loujkov l'avait emporté avec 88% des voix au premier tour) en sont autant d'exemples.

La "transitologie" retiendrait que la "consolidation" du régime démocratique représentatif implique que le vote de conviction prime sur les votes clientéliste et d'allégeance. Mais ce sont là des types idéaux. Il ne faut pas oublier que la structuration partisane de la vie politique s'est justement nourrie des votes clientélistes et d'allégeance dans les régimes démocratiques occidentaux. A l'occasion d'un même scrutin, l'électeur combine le plus souvent ces différents types de vote. Il n'en reste pas moins qu'en Russie, les résultats des élections de décembre 1999 à la Douma, de mars 2000 à la présidence et de l'hiver 2000-2001 aux postes de gouverneurs indiquent tous une forte progression des votes clientéliste et d'allégeance au détriment du vote de conviction ou du vote par élimination: les conséquences de cette évolution influent sur le tableau politique du territoire russe (II). La progression du centrisme comme idéologie dominante accompagne cette tendance. L'effacement du clivage qui avait structuré l'espace politique entre 1990 et 1996 ("réformisme démocratique et libéral" contre "fidélité aux valeurs du communisme") ne peut que se poursuivre, étant donné que l'électorat communiste est beaucoup plus âgé et plus rural que la moyenne. La relative stabilité de ce dernier ne s'explique finalement que par la forte participation des plus de 50 ans aux élections de tous niveaux.

II. Tableau politique du territoire russe

Quasi-constant en nombre de suffrages, le vote communiste amorce pourtant un très fort recul territorial lors des législatives de décembre 1999 : il n'arrive en tête que dans 31 sujets de la Fédération sur 87 en 1999 (contre 59 en 1995). Il se "méridionalise" - seuls les électeurs des régions du sud de la Russie européenne et de la Sibérie occidentale persistent à voter PCFR à plus de 25% (moyenne nationale) - ce qui confirme que l'implantation du vote communiste est étroitement liée à un profil sociologique, constant dans tous les scrutins depuis 1991: il s'agit d'un électorat plus âgé, plus rural et plus féminin que la moyenne. On notera que la carte du vote communiste correspond, peu ou prou, à celle du tchernoziom. La nouvelle stratégie du PCFR⁵ qui, anticipant sur le vieillissement d'un électorat dont il souhaitait amorcer le renouvellement, avait, dans plusieurs régions-tests, choisi de nouveaux candidats, des jeunes cadres "pragmatiques" des grands groupes industriels et financiers dépourvus d'étiquette politique marquée, n'a que partiellement réussi. A Volgograd, le PCFR arrive

en tête au scrutin de liste et parvient à faire élire ces candidats au nouveau profil. En revanche, à Vladimir, un nouveau candidat "pragmatique", jeune cadre du monopole gazier Gazprom est élu en circonscription, mais la liste "Unité" arrive en tête à la proportionnelle. Ivan Melnikov, responsable de l'idéologie et de la politique des cadres du PCFR, concluait que l'implantation réussie de ces élus communistes d'un nouveau type s'accompagnait généralement de l'érosion du vote communiste en général et risquait, à terme, de transformer profondément le PCFR, seul "parti de masse", en un "parti de cadres" tel "Unité" ou "La Patrie-Toute la Russie". Aux yeux de certains dirigeants "modernistes" du PCFR, tel Guennadi Seleznev, qui préside la Douma d'Etat depuis 1995, la survie du parti implique le gommage progressif de toutes ses aspérités idéologiques, ce revient à dire son inéluctable "social-démocratisation".

En 1999, le vote centriste en faveur du "parti du pouvoir" (en l'occurrence "Unité" ou "La Patrie-Toute la Russie") se maintient là où il arrivait en tête en 1993 et 1995 (Moscou et les républiques) et il progresse sur l'ensemble du territoire, même dans les régions méridionales précitées ainsi que dans la région de l'Amour. Au sud, le vote "Unité" l'emporte même (à la

proportionnelle) sur le vote PCFR dans les régions les plus urbanisées: Rostov-sur-le-Don, Astrakhan, Voronej notamment. Partout ou, en 1993 et en 1995, le vote en faveur du LDPR (le parti de l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski) arrivait en tête, "Unité" l'emporte en 1999: régions situées au nord de la Russie européenne (entre Vologda et Perm), Grand Nord (district du Taïmyr) ou en Extrême-Orient (de Magadan à Vladivostok). L'électorat national-patriote a opté pour le centrisme (cf. infra). Notons que ces régions LDPR se ralliant au "parti du pouvoir" constituent, au plan démographique, une zone de peuplement relativement récent et instable, alors que les régions où le vote communiste se maintient sont caractérisées par une démographie stable, un solde migratoire positif et une croissance naturelle plus élevée que la moyenne. Indiquons enfin que les régions identifiées comme national-patriotes en 1993 et 1995 étaient aussi les plus protestataires - le "vote contre tous" atteint souvent plus de 15% des suffrages exprimés- et le restent en 1999.

Quelle que soit leur étiquette politique, les nouveaux élus à la Douma d'Etat - les sortants ne sont réélus que pour moitié - se ressemblent de plus en plus: on assiste à la montée en puissance des représentants (ou des hommes-liges) des grands groupes industriels et financiers, généralement des hommes de moins de 50 ans. La région de Novossibirsk illustre jusqu'au paroxysme cette nouvelle réalité. La classe dirigeante régionale est la grande gagnante des élections de décembre 1999: les nouveaux élus sont presque tous issus des groupes industriels et financiers (pétrole, gaz, banques, complexe militaro-industriel, secteur agro-industriel) et, quelque soit leur passé politique, ils ont soutenu "Unité". La classe politique se distingue de moins en moins de la classe dirigeante. En dépit de l'uniformisation du profil de l'homme politique, la géographie politique de la Russie est loin d'être monochrome. Tout d'abord, une sociologie du vote, même superficielle, indique que quatre indicateurs (qui se recoupent) continuent de cliver assez fortement l'espace politique: le sexe, l'âge, le niveau d'instruction et le lieu de vie (villes ou campagnes). L'étude croisée du vote et de la stratification sociale s'avère pour l'instant délicate: la société russe est en pleine révolution et il est très difficile d'évaluer le patrimoine réel des individus, de rattacher ces derniers à un groupe socio-professionnel déterminé ou encore de les situer sur l'échelle d'une hiérarchie sociale.

Lorsqu'André Siegfried, en 1913, publiait son célèbre Tableau politique de la France de l'Ouest, il se fondait sur une histoire électorale déjà presque centenaire. Tel n'est pas le cas pour la Russie post-soviétique: la géographie politique présentée ici n'est qu'une première esquisse. Plusieurs conclusions peuvent être cependant tirées de cette considération territoriale, encore superficielle, du vote en Russie. Tout d'abord, même si ce facteur tend à s'atténuer, le PCFR demeure l'élément central de la structuration des clivages politiques. S'ils aboutissent, les efforts engagés par le nouveau Président, Vladimir Poutine, pour transformer le bloc électoral "Unité" en un véritable "parti de masse" structureront l'espace politique selon un schéma bipolaire. Un projet de loi sur les partis politiques, concocté par l'administration présidentielle et adopté en première lecture par la Douma en février 2001, vise à supprimer de nombreux mouvements politiques et à obliger les actuels "partis de cadres" à se transformer en "partis de masse" dotés d'un maillage territorial à l'échelle nationale et désormais subventionnés par l'Etat fédéral. Le Président souhaite sans doute mieux contrôler les multiples réseaux plus ou moins formalisés qui traversent la classe dirigeante. Ces derniers ont-ils pour autant intérêt à s'institutionnaliser en partis? Rien n'est moins sûr.

Le pluralisme électoral, fondé sur des clivages idéologiques et sociologiques repérables, ne se reflète pas dans l'offre politique, de plus en plus uniforme. Paradoxalement, le pluralisme politique tend à régresser au fur et à mesure de l'institutionnalisation du régime démocratique, et ceci tant au plan idéologique (progression du centrisme) qu'au niveau du profil des candidats (indistinction grandissante entre la classe dirigeante et la classe politique). Ainsi, l'intelligentsia dite "créatrice" (écrivains, journalistes, universitaires, scientifiques, etc.), très présente dans les mouvements politiques de la fin des années 1980, très active lors des premières élections libres (1989, 1990, 1991) a quasiment disparu de la scène politique. De même, les ouvriers ne sont quasiment plus représentés dans les assemblées, tant au niveau fédéral qu'au plan régional ou local. Voilà qui devrait faire l'objet d'une réflexion approfondie de la part des "transitologues" et des nombreux politologues qui, dans leur immense majorité, analysent l'évolution politique des sociétés post-communistes à l'aune de l'institutionnalisation des procédures démocratiques.

Si l'on jette un regard rétrospectif vers les années 1960-1970, la polarisation idéologique latente de la société soviétique repérée par Andreï Amalrik⁶ n'a pas débouché sur l'apparition d'un multipartisme légitimé par la participation des masses à la vie politique. On ne peut que constater que la perestroïka, perçue aujourd'hui comme une ère d'effervescence politique, n'a eu aucun effet sur la structuration des forces politiques. C'est en revanche le "pluralisme institutionnel" au sein des élites dirigeantes soviétiques, à savoir les multiples groupes d'intérêt en conflits bien mis en évidence, eux aussi, par Amalrik, qui a contribué à façonner l'échiquier politique actuel. Pour simplifier à outrance, ce sont les clivages entre les divers groupes de pression - et non les lignes de partage qui traversent la société - qui structurent la vie politique. La société ne fait que s'adapter à l'offre politique lors des élections. Elle assiste, mi-goguenarde, mi-désillusionnée, à ce nouveau "spectacle de la politique".

Notes

¹ Constitution de la Fédération de Russie (adoptée le 12.12.1993), Moscou, Iourait, 1999.

² Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à un article plus complet paru sous le titre "Le triomphe de l'ordre établi", Le Courrier des pays de l'Est, avril 2000.

³ Cf. l'ouvrage précurseur de Roberto Michels, Les partis politiques: essai sur les tendances oligarchiques des démocraties, P., Flammarion, 1971 (1ère édition 1913).

⁴ Konstantin Kholodkovski, "Sotsial'nye korni ideïno-polititcheskoï differentsiatsii rossiïskovo obchtchestva" (Les racines sociales de la différenciation idéologique et politique de la société russe), Polis, 3/1998.

⁵ Valeri Soloveï, "Partiïnaïa machina KPRF v izbiratel'noi kampanii 1999 goda" (La machine partisane du PCFR pendant la campagne électorale de 1999), étude non publiée citée avec l'autorisation de son auteur.

⁶ Andreï Amalrik, Prosouchestvouïet li Sovietskii Soïouz do 1984 goda ? (L'URSS existera-t-elle en 1984 ?), Amsterdam, Fond im. Gercena, 1970.